

Parrainage de réfugiés syriens, deux ans, déjà, de démarches...

Tout au cours de l'année 2015, la crise de réfugiés syriens a fait la une des manchettes journalistiques. Le gouvernement conservateur alors en place faisait certains efforts afin d'accueillir au Canada plusieurs de ces réfugiés.

Lors des élections fédérales d'octobre 2015, le rapatriement de réfugiés fut un enjeu électoral. Le chef de parti libéral, M. Justin Trudeau, promit d'accueillir 25 000 réfugiés « ***d'ici le 1 janvier 2016*** ».

Plusieurs personnes de l'Unité Pastorale de la Rive étaient sensibles à cette cause humanitaire et un élan de solidarité se manifesta. C'est ainsi que le 4 janvier 2016 une rencontre réunissant des paroissiens de St-Alexandre et St-Matthieu se tenait en vue d'évaluer l'opportunité de parrainer des réfugiés syriens.

La réponse ayant été positive, un comité fut formé afin d'amasser les fonds nécessaires au parrainage d'une famille syrienne de 5 personnes. Le montant requis ayant été recueilli le 24 février 2016, la demande de parrainage a été soumise à Parrainage Outaouais le 28 février 2016. M. Denis Descarie, au nom du Groupe de Parrainage de Réfugiés (GPR), Unité Pastorale de la Rive, s'engagea personnellement comme parrain en signant les documents de Parrainage Outaouais.

La demande fut acheminée à Immigration Québec pour approbation. Selon les informations de Parrainage Outaouais, elle faisait partie du quota des demandes autorisées par Québec pour l'année 2016. Elle reçut son approbation le 27 avril 2016 et fut ensuite acheminée au Bureau canadien des visas concerné. Par la suite, Immigration Québec nous confirma le 13 mai 2016 que Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) avait reçu la demande et l'avait acheminée au Bureau des Visas Canadien (BVC) de Beyrouth pour la suite du traitement.

Le 8 mars 2016, le ministre de l'Immigration John McCallum annonce que le gouvernement canadien prévoit accueillir de **51 000 à 57 000** réfugiés en 2017, soit deux fois plus qu'en 2016.

Le 16 septembre 2016, devant l'ONU, M. Justin Trudeau mentionne que le Canada a déjà accueilli 25 000 réfugiés syriens de novembre 2015 à février 2016. Le gouvernement compte en accueillir 44 000 en tout d'ici la fin de l'année 2017, dont 17 800 parrainés par le secteur privé.

S'ensuivirent une multitude de démarches, autant rencontres formelles, rencontres personnelles, communications téléphoniques, courriels, effectués auprès du personnel du Gouvernement du Canada afin d'obtenir un suivi du dossier et de tenter d'en accélérer le dénouement. Les lignes suivantes en soulignent les plus importantes.

Principales démarches effectuées auprès du personnel du Gouvernement du Canada dans le dossier de demandes de réinstallation de réfugiés syriens.

- Le 16 décembre 2016, une demande de suivi des dossiers est acheminée à Beyrouth. Suite à cette demande, réception le 21 décembre 2016 du suivi des dossiers de Beyrouth. Il y est indiqué que les dossiers « sont traités en fonction de priorités » (« ... ***are being processed on a priority basis*** »).
- Le 18 décembre 2016, une demande de suivi est acheminée à L'Honorable Ministre Fédéral de l'Immigration John McCallum. Suite à cette demande, l'on reçoit le 30 janvier 2017 le message suivant indiquant que : « ***Cependant, pour toutes les demandes de réinstallation de réfugiés***

syriens qui ont été déposées avant le 31 mars 2016, tous les efforts seront faits pour mener à bien le processus au début de 2017. » Aucun suivi des deux dossiers n'est fait ni aucune date n'est donnée pour ces dossiers qui, pourtant, ne datent que de 1 mois et demi plus tard si ce n'est l'indication suivante : **«L'engagement du gouvernement à réinstaller des réfugiés syriens au Canada se poursuivra en 2017, et la réinstallation de réfugiés syriens parrainés par l'État et par des organismes privés se poursuivra au cours des mois qui viennent, à un rythme plus mesuré ».**

- Le 9 mars 2017, MM. Denis Descarie et Jean-Roch St-Gelais rencontrent M. Frédéric Larouche, adjoint de circonscription, bureau du député M. Steven MacKinnon.
- Le 21 mars, suite à une conversation téléphonique entre MM. Denis Descarie et Frédéric Larouche, député fédéral, ce dernier lui fournit réponse à ses interrogations dont **«Le délai moyen pour le traitement des dossiers au Liban est de 11 mois ».**
- Le 19 juin 2017, M. Jean-Roch St-Gelais rencontre Mme Julie Gervais, adjointe de circonscription, au bureau du député M. Steven MacKinnon.
- Le 22 septembre 2017, une demande de rencontre urgente avec le député M. Steven MacKinnon est sollicitée par courriel.
- Le 3 octobre 2017, MM. Denis Descarie, Normand Sylvestre, Laurent Thauvette et Jean-Roch St-Gelais rencontrent Mme Julie Gervais au bureau du député M. Steven MacKinnon.
- Le 2 décembre 2017, M. Denis Descarie rencontre personnellement M. Steven MacKinnon et sollicite une nouvelle fois une rencontre formelle avec lui dans les plus brefs délais. Ce dernier lui répond qu'après avoir consulté son agenda, il lui reviendra avec une date de rencontre.
- Le 2 décembre 2017, MM. Denis Descarie et Jean-Roch St-Gelais sensibilisent personnellement Mme Julie Gervais à l'inquiétude des paroissiens au sujet du dossier des réfugiés. Celle-ci se dit ouverte à recevoir leurs doléances par communications téléphoniques (**819-561-5555**).
- Le 6 décembre 2017, Mme Julie Gervais communique les informations suivantes à M. Denis Descarie:
 - L'étude du dossier a débuté à Beyrouth le 6 juin 2016.
 - Le **délai de traitement moyen** au bureau de **Beyrouth est de 20 mois** (comparativement à **11 mois** selon l'information reçue le 21 mars 2017) : au 6 janvier 2018, il s'est écoulé 19 mois;
 - Le dossier est en cours de traitement et n'est nullement bloqué;
 - La partie médicale a été passée et est valide jusqu'en septembre 2018 :
 - À venir les validations suivantes : **criminalité, éligibilité et sécurité.**
 - **Malgré nos demandes, aucune rencontre formelle avec M. Steven MacKinnon n'est cédulée.**

Nous continuons de suivre avec attention ce dossier et, comme vous tous, nous espérons son aboutissement dans les plus brefs délais. Nous vous informerons de tout développement majeur qui se produira.

Denis Descarie, responsable, GPR, Unité Pastorale de la Rive.